

(12) DEMANDE INTERNATIONALE PUBLIÉE EN VERTU DU TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS (PCT)

(19) Organisation Mondiale de la Propriété
Intellectuelle
Bureau international



(43) Date de la publication internationale
29 décembre 2010 (29.12.2010)

PCT

(10) Numéro de publication internationale
WO 2010/149704 A1

(51) Classification internationale des brevets :

H04L 29/08 (2006.01) **H04W 12/06** (2009.01)
G06Q 20/00 (2006.01) **H04W 88/02** (2009.01)

(21) Numéro de la demande internationale :

PCT/EP2010/058913

(22) Date de dépôt international :

23 juin 2010 (23.06.2010)

(25) Langue de dépôt :

français

(26) Langue de publication :

français

(30) Données relatives à la priorité :

09305596.0 24 juin 2009 (24.06.2009) EP

(71) Déposant (pour tous les États désignés sauf US) :
GEMALTO SA [FR/FR]; 6 rue de la Verrerie, F-92190
Meudon (FR).

(72) Inventeurs; et

(75) Inventeurs/Déposants (pour US seulement) : **FINE,**
Jean-Yves [FR/FR]; 43 boulevard Baille, F-13006
Marseille (FR). **BOTUHA, Stéphane** [FR/FR]; L'arc en
Ciel Bât C, 199, rue des Salamandres, F-83140 Six Fours
les plages (FR).

(81) États désignés (sauf indication contraire, pour tout titre
de protection nationale disponible) : AE, AG, AL, AM,
AO, AT, AU, AZ, BA, BB, BG, BH, BR, BW, BY, BZ,
CA, CH, CL, CN, CO, CR, CU, CZ, DE, DK, DM, DO,
DZ, EC, EE, EG, ES, FI, GB, GD, GE, GH, GM, GT,
HN, HR, HU, ID, IL, IN, IS, JP, KE, KG, KM, KN, KP,
KR, KZ, LA, LC, LK, LR, LS, LT, LU, LY, MA, MD,
ME, MG, MK, MN, MW, MX, MY, MZ, NA, NG, NI,
NO, NZ, OM, PE, PG, PH, PL, PT, RO, RS, RU, SC, SD,
SE, SG, SK, SL, SM, ST, SV, SY, TH, TJ, TM, TN, TR,
TT, TZ, UA, UG, US, UZ, VC, VN, ZA, ZM, ZW.

(84) États désignés (sauf indication contraire, pour tout titre
de protection régionale disponible) : ARIPO (BW, GH,
GM, KE, LR, LS, MW, MZ, NA, SD, SL, SZ, TZ, UG,
ZM, ZW), eurasién (AM, AZ, BY, KG, KZ, MD, RU, TJ,
TM), européen (AL, AT, BE, BG, CH, CY, CZ, DE, DK,
EE, ES, FI, FR, GB, GR, HR, HU, IE, IS, IT, LT, LU,
LV, MC, MK, MT, NL, NO, PL, PT, RO, SE, SI, SK,
SM, TR), OAPI (BF, BJ, CF, CG, CI, CM, GA, GN, GQ,
GW, ML, MR, NE, SN, TD, TG).

Publiée :

— avec rapport de recherche internationale (Art. 21(3))

(54) Title : METHOD FOR REMOTELY CONFIGURING A MOBILE TERMINAL OF A TELECOMMUNICATIONS NETWORK

(54) Titre : PROCÉDE DE CONFIGURATION A DISTANCE D'UN TERMINAL MOBILE D'UN RESEAU DE TELECOMMUNICATIONS

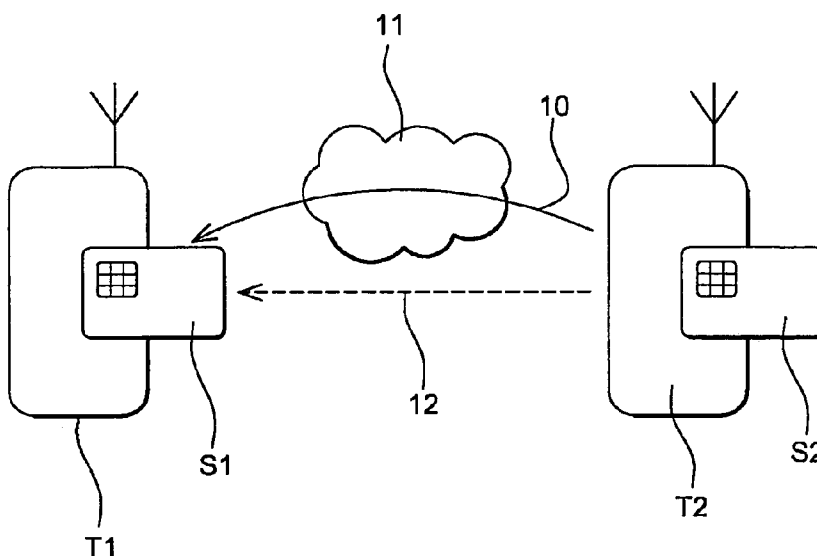


Fig. 1

(57) Abstract : The invention relates to a method for remotely configuration of a mobile terminal of a telecommunications network, referred to as a first terminal T1. According to the invention, the method consists of: sending a configuration command to the first terminal T1 over a contactless link from another mobile terminal, referred to as a second terminal T2; authenticating the second terminal T2 on the first terminal T1 and, if authentication is successful, banning the first terminal T1 from executing a function.

(57) Abrégé : L'invention concerne un procédé de configuration à distance d'un terminal mobile d'un réseau de télécommunications, appelé premier terminal T1. Selon l'invention, le procédé consiste à : - transmettre par une liaison sans contact, à partir d'un autre terminal mobile, appelé deuxième terminal T2, une commande de configuration du premier terminal T1; - authentifier le deuxième terminal T2 au

niveau du premier terminal T1 et, en cas d'authentification positive, interdire l'exécution d'une fonction par le premier terminal T1.

Procédé de configuration à distance d'un terminal mobile d'un réseau de télécommunications

Le domaine de l'invention est celui des réseaux de télécommunications, notamment celui des terminaux mobiles utilisés dans de tels réseaux.

Plus précisément, la présente invention concerne un procédé de configuration à distance d'un terminal mobile d'un réseau de télécommunications.

De manière connue, il est possible de configurer à distance un terminal mobile d'un réseau de télécommunications, tel un terminal de type GSM par exemple. Cette configuration est initiée par l'opérateur du réseau, classiquement par OTA (« Over The Air » en anglais). Des commandes OTA transmises depuis l'infrastructure du réseau vers un ou plusieurs terminaux mobiles permettent ainsi de charger des applications dans les terminaux, de modifier leurs configurations en leur accordant ou restreignant des droits, d'y télécharger des données, etc...

Comme l'opérateur du réseau a le contrôle et le pouvoir décisionnaire d'envoyer ou non des commandes OTA, il n'est pas possible de configurer un terminal mobile à distance à partir d'un autre terminal mobile. Ce besoin se présente notamment dans le cas où un enfant détient un terminal mobile et où ses parents, par exemple, veulent pouvoir contrôler l'utilisation de ce terminal mobile par l'enfant, par exemple en limitant le nombre de SMS pouvant être envoyés ou en n'autorisant l'appel que de certains numéros de téléphone prédéfinis, sans avoir à demander à l'opérateur du réseau auquel est attaché le terminal de l'enfant d'effectuer ce contrôle.

A cet effet, l'invention propose un procédé conforme à la revendication 1.

Selon un mode de mise en œuvre préférentiel, la fonction interdite d'exécution est l'une des suivantes :

- l'envoi ou la réception de SMS par le premier terminal ;
- l'émission ou la réception d'appels par le premier terminal ;
- l'appel de certains numéros par le premier terminal ;

- l'utilisation d'applications WAP par le premier terminal ;
- le paiement par liaison NFC.

Réciproquement, le procédé selon l'invention consiste également à :

- transmettre par la liaison sans contact, à partir du deuxième terminal, 5 une commande de configuration du premier terminal ;
- authentifier le deuxième terminal au niveau du premier terminal et, en cas d'authentification positive, autoriser l'exécution d'une fonction par le premier terminal.

Avantageusement, le procédé selon l'invention consiste 10 préalablement à :

- demander, par la liaison sans contact, du premier terminal au deuxième terminal, une autorisation de paiement d'un bien ou d'un service pour un montant supérieur à celui d'un montant prédéfini ;
- authentifier le premier terminal au niveau du deuxième terminal et, 15 en cas d'authentification positive, et après accord du détenteur du deuxième terminal, autoriser le paiement par le premier terminal.

Préférentiellement, la liaison sans contact est une liaison OTA.

Dans un mode de mise en œuvre avantageux, les premier et deuxième terminaux comportent des éléments sécurisés de type carte SIM 20 dans lesquels résident des applications permettant la mise en œuvre du procédé.

Préférentiellement, les authentifications sont réalisées en comparant les numéros d'IMSI des cartes SIM.

25 D'autres caractéristiques et avantages de l'invention apparaîtront à la lecture suivante de deux modes de mise en œuvre avantageux de l'invention, donnés à titre illustratif et non limitatif, et des figures annexées dans lesquelles :

- la figure 1 représente schématiquement le procédé selon l'invention ;
- 30 - la figure 2 représente schématiquement le procédé selon l'invention appliqué à un contrôle de paiement ;
- la figure 3 montre un exemple d'implémentation du contrôle de paiement dans une carte UICC.

La figure 1 représente schématiquement le procédé selon l'invention.

Comme précédemment énoncé, l'invention a pour objectif de configurer à distance un terminal mobile d'un réseau de télécommunications. Ce terminal est référencé T1 et appelé premier terminal.

5 Selon l'invention, un autre terminal mobile, référencé T2 et appelé deuxième terminal, transmet par une liaison sans contact une commande de configuration du premier terminal T1. Le deuxième terminal T2 est donc celui qui contrôle les fonctionnalités du premier terminal T1. La transmission de la commande s'effectue selon la description du procédé qui va suivre.

10 Deux modes de mise en œuvre sont représentés dans la figure 1 :

i - dans un premier mode de mise en œuvre, le deuxième terminal T2 envoie au premier terminal T1 une commande 10 de configuration via le réseau de télécommunications 11. La transmission de cette commande s'effectue en composant le numéro de téléphone du premier terminal T1. Le
15 réseau 11 comporte l'infrastructure habituelle d'un tel réseau, à savoir notamment des BTS, des MSC et des BSC. Le réseau 11 retransmet la commande 10 au premier terminal T1. Le terminal T1 comprend une application embarquée destinée à reconnaître la commande 10 et à l'exécuter. La commande 10 se présente par exemple sous la même forme
20 qu'une commande OTA provenant du réseau 11. Avant l'exécution de la commande, l'application, préférentiellement embarquée dans la carte SIM S1 du terminal T1, authentifie le deuxième terminal T2 et, en cas d'authentification positive, interdit l'exécution d'une fonction par le premier terminal T1. Cette authentification consiste par exemple à comparer le
25 numéro d'IMSI de la carte SIM du deuxième terminal T2 avec des numéros pré-enregistrés dans la carte S1. Si le numéro d'IMSI de l'émetteur de la commande 10 est reconnu dans cette liste, l'authentification est positive, c'est-à-dire que le terminal T2 est bien en droit de configurer le terminal T1. Plusieurs terminaux peuvent à cet égard être autorisés à contrôler les
30 fonctionnalités du premier terminal T1, par exemple celui du père de l'enfant détenant le premier terminal T1, celui de la mère et ceux des grands-parents.

L'appairage des terminaux T1 et T2 peut être réalisé de différentes manières : le terminal T2 peut demander à l'opérateur du réseau de

télécommunications 11 d'envoyer des applications dans les cartes Sims S1 et S2 des terminaux T1 et T2 afin d'autoriser le terminal T2 d'envoyer des commandes au terminal T1 et de permettre au terminal T1 d'authentifier le terminal T2 lorsqu'il reçoit une commande de configuration. Il est également envisageable d'acheter des cartes Sims S1 et S2 préalablement appairées.

L'interdiction d'exécution d'une fonction peut prendre diverses formes. Elle peut notamment consister à :

- limiter ou interdire l'envoi ou la réception de SMS par le premier terminal T1 ;

- limiter ou interdire l'émission ou la réception d'appels par le premier terminal T1 ;

- interdire l'appel de certains numéros par le premier terminal T1, par exemple des appels vers des numéros surtaxés ;

- limiter ou interdire l'utilisation d'applications WAP par le premier terminal T1 ;

- limiter ou interdire le paiement de biens ou services par liaison NFC. Cette fonctionnalité sera décrite plus en avant par la suite.

ii - dans un deuxième mode de mise en œuvre, le deuxième terminal T2 envoie au premier terminal T1 une commande 12 de configuration via une liaison NFC, Bluetooth, Wifi ou infra-rouge par exemple. La commande de configuration ne passe alors plus par le réseau de télécommunications 11, la liaison entre T1 et T2 étant directe.

Réciproquement, il est possible de transmettre au premier terminal T1 par la liaison sans contact (via le réseau 11 ou par liaison directe), à partir du deuxième terminal T2, une commande de configuration du premier terminal T1 autorisant celui-ci à exécuter une fonction préalablement limitée ou interdite. Après authentification du terminal T2 au niveau du terminal T1, l'exécution de la fonction visée est autorisée. Tel que mentionné précédemment, cette autorisation peut concerner :

- l'envoi ou la réception de SMS par le premier terminal T1;
- l'émission ou la réception d'appels par le premier terminal T1;
- l'appel de certains numéros par le premier terminal T1;
- l'utilisation d'applications WAP par le premier terminal T1;

- un paiement d'un bien ou d'un service par liaison NFC par le premier terminal T1.

La sélection de la commande transmise du terminal T2 au terminal T1 est préférentiellement réalisée en sélectionnant dans un menu déroulant, après sélection de l'application de contrôle dans le terminal T2, une ou plusieurs fonctions que l'utilisateur du terminal T2 désire autoriser, interdire ou limiter au niveau du terminal T1. Cette sélection est par exemple réalisée en sélectionnant des cases à cocher dans le menu déroulant. Après avoir réalisé ces étapes, l'utilisateur envoie la commande au terminal T1, laquelle comprend également un identifiant du terminal T2 (IMEI ou MSISDN) ou de la carte amovible S2 (IMSI ou CCID) du terminal T2.

La figure 2 représente schématiquement le procédé selon l'invention appliqué à un contrôle de paiement.

On se place ici dans le cadre d'une transaction NFC qu'un utilisateur U1 souhaite effectuer à l'aide de son terminal mobile T1 renfermant une carte Sim S1. La transaction NFC correspond à un paiement auprès d'un commerçant, d'un bien ou d'un service, à l'aide d'une borne de lecture sans contact 20. La carte Sim S1 renferme une application NFC ainsi qu'un mécanisme de contrôle conforme à la présente invention.

Un cas typique d'application de la présente invention est le suivant : lorsque l'utilisateur U1 approche son terminal mobile T1 de la borne 20, le mécanisme de contrôle conforme à la présente invention détecte que le montant de la transaction est supérieur à un montant autorisé prédéfini. Il s'agit par exemple d'une somme de 20 Euros pour un montant de transaction de 50 Euros. Ce montant maximal de transaction prédéfini a par exemple été autorisé préalablement par un utilisateur 2 via le terminal T2 selon la procédure décrite en référence à la figure 1.

Le mécanisme de contrôle envoie alors par voie OTA (typiquement un SMS) une demande d'autorisation 21 du paiement de la somme de 50 Euros au terminal T2. A la réception de la demande et après authentification du terminal T1 au niveau du terminal T2, l'utilisateur U2 peut choisir d'accepter ce paiement ou de le refuser. En cas de refus, la procédure prend fin. Dans le cas contraire, si l'utilisateur U2 donne son accord pour cette

transaction dépassant le montant alloué, un message d'acquiescement 22 (SMS) est envoyé au terminal T1. Le paiement du montant de 50 Euros est alors autorisé auprès de la borne 20 par le mécanisme de contrôle. Les SMS échangés pendant cette procédure sont, de manière connue, sécurisés.

5 Selon une alternative, après réception de la demande d'autorisation 21 et authentification du terminal T1, le terminal T2 peut contacter le réseau de télécommunications 11 qui autorise, via OTA, l'exécution de la transaction NFC.

10 Bien que les exemples donnés ci-dessus ont été donnés dans le cadre d'un réseau de type GSM, l'invention s'applique à tout type de réseau de radiocommunication, par exemple également aux réseaux UMTS et 3G.

 A cet égard, la figure 3 montre un exemple d'implémentation du contrôle de paiement dans une carte UICC. Une telle carte UICC est comprise dans un terminal mobile contrôlé de type 3G.

15 La carte comprend une puce dans laquelle est installée une application bancaire 30, par exemple par OTA comme mentionné précédemment. Cette application bancaire peut être la même que celle installée dans des cartes bancaires classiques, c'est-à-dire que son code est inchangé. Un adaptateur 31 coopère avec l'application bancaire 30 pour gérer
20 par exemple l'accès à l'application 30 par contrôle d'un code PIN ou la sélection de l'application 30 parmi plusieurs (non représentées).

 La carte comprend également un contrôleur de transaction 33 associé à une base de données 34 contenant les identifiants des terminaux T2 ayant le droit de contrôler le terminal mobile T1 renfermant la carte
25 représentée. La base de données 34 contient typiquement les IMSIs des cartes S2 des terminaux T2 ayant le droit de contrôler le terminal mobile T1.

 Le fonctionnement du dispositif est le suivant :

 Un dispatcheur d'APDU 35 détecte sur quel canal de communication du terminal mobile est reçu un signal de commande. Ces canaux sont
30 typiquement un canal C6 correspondant à un canal NFC et un canal ISO correspondant à un canal OTA. A la réception d'une commande contenant des paramètres de contrôle, le contrôleur de transaction 33 vérifie l'identifiant originaire de la commande. Si celui-ci est reconnu, le contrôleur de

transaction 33 autorise l'accès en écriture à un registre 36 contenant des paramètres de contrôle. Les paramètres de contrôle compris dans la commande sont alors inscrits dans le registre 36. Il s'agit par exemple du montant de 20 Euros mentionné précédemment.

- 5 Lorsque l'utilisateur du terminal T1 décide d'effectuer une transaction NFC, conformément à la figure 2, il approche son terminal de la borne de lecture 20. Le contrôleur de transaction vérifie si le montant de la transaction est supérieur au paramètre stocké dans le registre 36. Si le montant de la transaction est inférieur à ce paramètre, il autorise la transaction en fermant
- 10 un interrupteur 37. Le port NFC C6 est alors relié à l'application bancaire 30. Dans le cas contraire, la transaction est interdite et l'interrupteur 37 est ouvert.

Une interface homme-machine 32, typiquement un écran coopérant avec un clavier, sert au pilotage des transactions par l'utilisateur et à informer l'utilisateur de l'état d'avancement de la transaction.

- 15 La description qui précède a été donnée à simple titre illustratif et non limitatif et l'homme du métier imaginera aisément d'autres modes de mise en oeuvre de la présente invention entrant dans le cadre des revendications.

REVENDICATIONS

1. Procédé de configuration à distance d'un terminal mobile d'un réseau de télécommunications, appelé premier terminal (T1), caractérisé en ce qu'il consiste à :

- 5 - transmettre par une liaison sans contact, à partir d'un autre terminal mobile, appelé deuxième terminal (T2), une commande de configuration dudit premier terminal (T1) ;
- authentifier ledit deuxième terminal (T2) au niveau dudit premier terminal (T1) et, en cas d'authentification positive, interdire l'exécution d'une fonction
- 10 par ledit premier terminal (T1).

2. Procédé selon la revendication 1, caractérisé en ce que ladite fonction est l'une des suivantes :

- l'envoi ou la réception de SMS par ledit premier terminal (T1) ;
- 15 - l'émission ou la réception d'appels par ledit premier terminal (T1) ;
- l'appel de certains numéros par ledit premier terminal (T1) ;
- l'utilisation d'applications WAP par ledit premier terminal (T1) ;
- le paiement par liaison NFC.

20 3. Procédé selon l'une des revendications 1 et 2, caractérisé en ce qu'il consiste réciproquement à :

- transmettre par ladite liaison sans contact, à partir dudit deuxième terminal (T2), une commande de configuration dudit premier terminal (T1) ;
- authentifier ledit deuxième terminal (T2) au niveau dudit premier terminal
- 25 (T1) et, en cas d'authentification positive, autoriser l'exécution d'une fonction par ledit premier terminal (T1).

4. Procédé selon l'une des revendications 1 à 3, caractérisé en ce qu'il consiste préalablement à :

- 30 - demander, par ladite liaison sans contact, dudit premier terminal (T1) audit deuxième terminal (T2), une autorisation de paiement d'un bien ou d'un service pour un montant supérieur à celui d'un montant prédéfini ;

- authentifier ledit premier terminal (T1) au niveau dudit deuxième terminal (T2) et, en cas d'authentification positive, et après accord du détenteur dudit deuxième terminal (T2), autoriser ledit paiement par ledit premier terminal (T1).

5

5. Procédé selon l'une des revendications 1 à 4, caractérisé en ce que ladite liaison sans contact est une liaison OTA.

10 6. Procédé selon l'une des revendications 1 à 5, caractérisé en ce que lesdits premier et deuxième terminaux comportent des éléments sécurisés de type carte SIM dans lesquels résident des applications permettant la mise en œuvre dudit procédé.

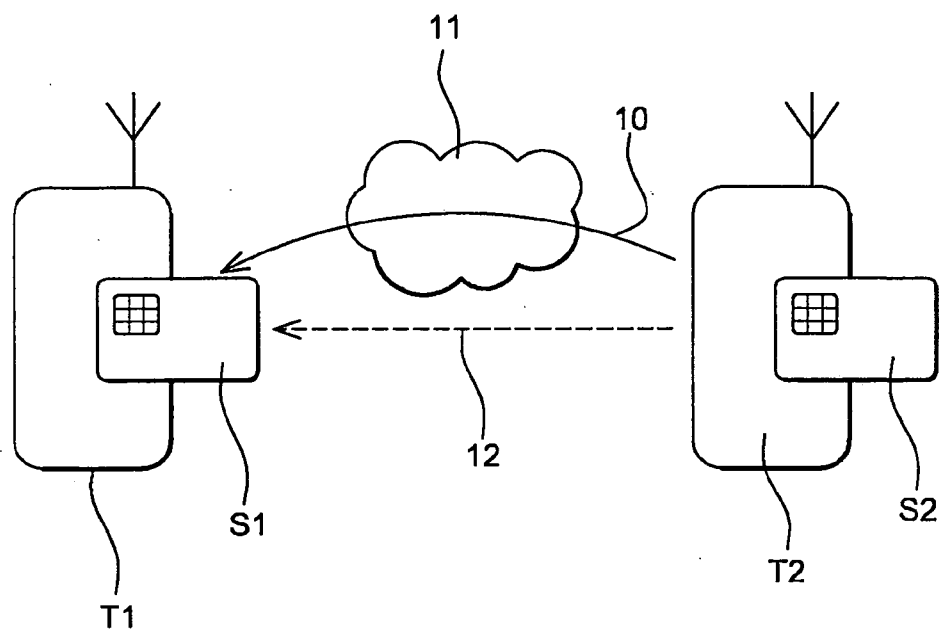
15 7. Procédé selon la revendication 6, caractérisé en ce que lesdites authentifications sont réalisées en comparant les numéros d'IMSI desdites cartes SIM.

20

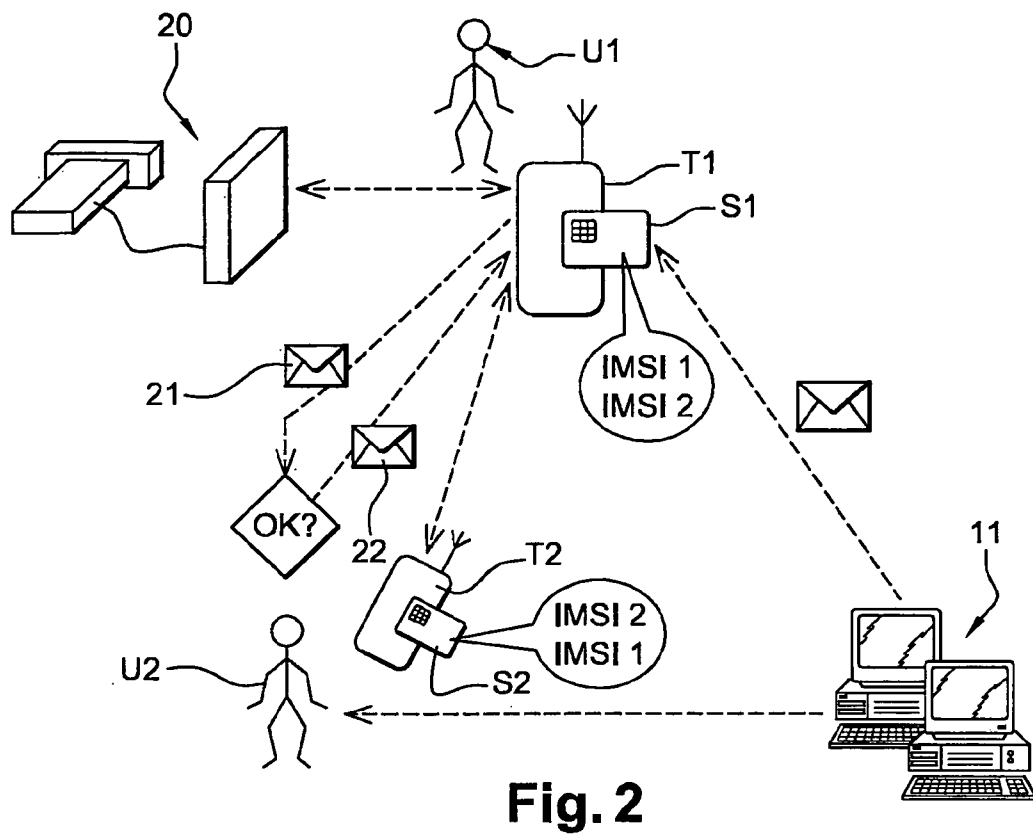
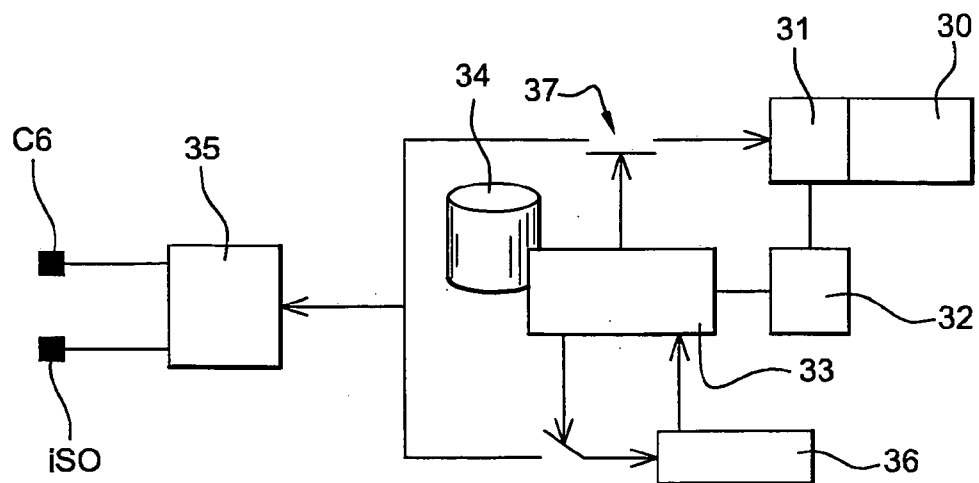
25

30

1/2

**Fig. 1**

2 / 2

**Fig. 2****Fig. 3**

INTERNATIONAL SEARCH REPORT

International application No

PCT/EP2010/058913

A. CLASSIFICATION OF SUBJECT MATTER

INV. H04L29/08 G06Q20/00 H04W12/06
 ADD. H04W88/02

According to International Patent Classification (IPC) or to both national classification and IPC

B. FIELDS SEARCHED

Minimum documentation searched (classification system followed by classification symbols)

H04L G06Q H04W G06F

Documentation searched other than minimum documentation to the extent that such documents are included in the fields searched

Electronic data base consulted during the international search (name of data base and, where practical, search terms used)

EPO-Internal, WPI Data

C. DOCUMENTS CONSIDERED TO BE RELEVANT

Category*	Citation of document, with indication, where appropriate, of the relevant passages	Relevant to claim No.
X	WO 2005/109658 A (MOTOROLA INC [US]; AHYA DEEPAK P [US]; BAUDINO DANIEL A [US]; MERCHANT) 17 November 2005 (2005-11-17) paragraphs [0005], [0016], [0034] paragraphs [0047] - [0053] figures 1,3	1-7
X	WO 2008/109774 A (QUALCOMM INC [US]; STEENSTRA JACK [US]; TAYLOR KIRK [US]; CHEN LIREN []) 12 September 2008 (2008-09-12) paragraphs [0005] - [0008], [0029] paragraphs [0039] - [0042] figures 1,6 ----- -/--	1-7



Further documents are listed in the continuation of Box C.



See patent family annex.

* Special categories of cited documents :

"A" document defining the general state of the art which is not considered to be of particular relevance

"E" earlier document but published on or after the international filing date

"L" document which may throw doubts on priority claim(s) or which is cited to establish the publication date of another citation or other special reason (as specified)

"O" document referring to an oral disclosure, use, exhibition or other means

"P" document published prior to the international filing date but later than the priority date claimed

"T" later document published after the international filing date or priority date and not in conflict with the application but cited to understand the principle or theory underlying the invention

"X" document of particular relevance; the claimed invention cannot be considered novel or cannot be considered to involve an inventive step when the document is taken alone

"Y" document of particular relevance; the claimed invention cannot be considered to involve an inventive step when the document is combined with one or more other such documents, such combination being obvious to a person skilled in the art.

"&" document member of the same patent family

Date of the actual completion of the international search

30 August 2010

Date of mailing of the international search report

06/09/2010

Name and mailing address of the ISA/

European Patent Office, P.B. 5818 Patentlaan 2
 NL - 2280 HV Rijswijk
 Tel. (+31-70) 340-2040,
 Fax: (+31-70) 340-3016

Authorized officer

Veloso González, J

INTERNATIONAL SEARCH REPORT

International application No

PCT/EP2010/058913

C(Continuation). DOCUMENTS CONSIDERED TO BE RELEVANT

Category*	Citation of document, with indication, where appropriate, of the relevant passages	Relevant to claim No.
X	US 7 434 723 B1 (WHITE BRIAN H [US] ET AL) 14 October 2008 (2008-10-14) column 1, line 38 - line 48 column 3, line 7 - column 4, line 58 column 5, line 54 - column 6, line 19 figures 3,6 -----	1-7
A	WO 03/055248 A (MFORMATION TECHNOLOGIES INC [US]) 3 July 2003 (2003-07-03) page 2, line 15 - page 3, line 12 page 13, line 15 - page 15, line 16 -----	1-7

INTERNATIONAL SEARCH REPORT

Information on patent family members

International application No

PCT/EP2010/058913

Patent document cited in search report	Publication date	Patent family member(s)	Publication date
WO 2005109658 A	17-11-2005	US 2005259618 A1	24-11-2005
WO 2008109774 A	12-09-2008	CN 101622894 A	06-01-2010
		EP 2140695 A2	06-01-2010
		JP 2010521106 T	17-06-2010
		KR 20090125811 A	07-12-2009
		US 2008218309 A1	11-09-2008
US 7434723 B1	14-10-2008	NONE	
WO 03055248 A	03-07-2003	AU 2002332617 A1	09-07-2003
		EP 1457072 A1	15-09-2004

RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE

Demande internationale n°

PCT/EP2010/058913

A. CLASSEMENT DE L'OBJET DE LA DEMANDE

INV. H04L29/08 G06Q20/00 H04W12/06
ADD. H04W88/02

Selon la classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois selon la classification nationale et la CIB

B. DOMAINES SUR LESQUELS LA RECHERCHE A PORTE

Documentation minimale consultée (système de classification suivi des symboles de classement)

H04L G06Q H04W G06F

Documentation consultée autre que la documentation minimale dans la mesure où ces documents relèvent des domaines sur lesquels a porté la recherche

Base de données électronique consultée au cours de la recherche internationale (nom de la base de données, et si cela est réalisable, termes de recherche utilisés)

EPO-Internal, WPI Data

C. DOCUMENTS CONSIDERES COMME PERTINENTS

Catégorie*	Identification des documents cités, avec, le cas échéant, l'indication des passages pertinents	no. des revendications visées
X	WO 2005/109658 A (MOTOROLA INC [US]; AHYA DEEPAK P [US]; BAUDINO DANIEL A [US]; MERCHANT) 17 novembre 2005 (2005-11-17) alinéas [0005], [0016], [0034] alinéas [0047] - [0053] figures 1,3	1-7
X	WO 2008/109774 A (QUALCOMM INC [US]; STEENSTRA JACK [US]; TAYLOR KIRK [US]; CHEN LIREN [US]) 12 septembre 2008 (2008-09-12) alinéas [0005] - [0008], [0029] alinéas [0039] - [0042] figures 1,6	1-7

-/--



Voir la suite du cadre C pour la fin de la liste des documents



Les documents de familles de brevets sont indiqués en annexe

* Catégories spéciales de documents cités:

"A" document définissant l'état général de la technique, non considéré comme particulièrement pertinent

"E" document antérieur, mais publié à la date de dépôt international ou après cette date

"L" document pouvant jeter un doute sur une revendication de priorité ou cité pour déterminer la date de publication d'une autre citation ou pour une raison spéciale (telle qu'indiquée)

"O" document se référant à une divulgation orale, à un usage, à une exposition ou tous autres moyens

"P" document publié avant la date de dépôt international, mais postérieurement à la date de priorité revendiquée

"T" document ultérieur publié après la date de dépôt international ou la date de priorité et n'appartenant pas à l'état de la technique pertinent, mais cité pour comprendre le principe ou la théorie constituant la base de l'invention

"X" document particulièrement pertinent; l'invention revendiquée ne peut être considérée comme nouvelle ou comme impliquant une activité inventive par rapport au document considéré isolément

"Y" document particulièrement pertinent; l'invention revendiquée ne peut être considérée comme impliquant une activité inventive lorsque le document est associé à un ou plusieurs autres documents de même nature, cette combinaison étant évidente pour une personne du métier

"&" document qui fait partie de la même famille de brevets

Date à laquelle la recherche internationale a été effectivement achevée

30 août 2010

Date d'expédition du présent rapport de recherche internationale

06/09/2010

Nom et adresse postale de l'administration chargée de la recherche internationale

Office Européen des Brevets, P.B. 5818 Patentlaan 2
NL - 2280 HV Rijswijk
Tel. (+31-70) 340-2040,
Fax: (+31-70) 340-3016

Fonctionnaire autorisé

Veloso González, J

C(suite). DOCUMENTS CONSIDERES COMME PERTINENTS		
Catégorie*	Identification des documents cités, avec, le cas échéant, l'indication des passages pertinents	no. des revendications visées
X	US 7 434 723 B1 (WHITE BRIAN H [US] ET AL) 14 octobre 2008 (2008-10-14) colonne 1, ligne 38 - ligne 48 colonne 3, ligne 7 - colonne 4, ligne 58 colonne 5, ligne 54 - colonne 6, ligne 19 figures 3,6	1-7
A	----- WO 03/055248 A (MFORMATION TECHNOLOGIES INC [US]) 3 juillet 2003 (2003-07-03) page 2, ligne 15 - page 3, ligne 12 page 13, ligne 15 - page 15, ligne 16 -----	1-7

RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE

Renseignements relatifs aux membres de familles de brevets

Demande internationale n°

PCT/EP2010/058913

Document brevet cité au rapport de recherche		Date de publication	Membre(s) de la famille de brevet(s)	Date de publication
WO 2005109658	A	17-11-2005	US 2005259618 A1	24-11-2005
WO 2008109774	A	12-09-2008	CN 101622894 A	06-01-2010
			EP 2140695 A2	06-01-2010
			JP 2010521106 T	17-06-2010
			KR 20090125811 A	07-12-2009
			US 2008218309 A1	11-09-2008
US 7434723	B1	14-10-2008	AUCUN	
WO 03055248	A	03-07-2003	AU 2002332617 A1	09-07-2003
			EP 1457072 A1	15-09-2004